



La Soupe au caillou

Par l'équipe du Collectif

Numéro 417

25 octobre 2017



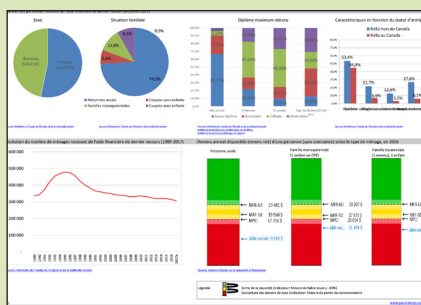
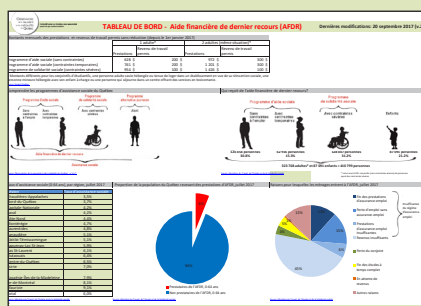
Les nouvelles courent

Tableau de bord mis à jour

L'Observatoire de la pauvreté et des inégalités au Québec vient de mettre à jour son tableau de bord sur l'aide financière de dernier recours. Celui-ci donne accès rapidement à une foule de données, comme le montant des prestations et le montant des revenus de travail permis pour chacun des programmes, le nombre de personnes prestataires et leur situation familiale, le taux d'assistance sociale par région, etc.

Un outil très pratique pour rédiger une lettre d'opinion ou un communiqué, mais aussi pour faire tomber certains préjugés!

<http://www.pauvrete.qc.ca/document/tableau-afdr/>



Un mois sous le signe de la mobilisation!

Octobre est toujours un mois fort occupé pour les mouvements sociaux. Et celui de 2017 ne fait pas exception, d'autant plus qu'on est à un an des élections générales québécoises. Dans ce qui suit, nous vous proposons un bref survol des actions et mobilisations qui ont ponctué le mois d'octobre jusqu'ici et de celles en cours ou à venir.

Droit au logement

Le FRAPRU s'est rendu sur la colline parlementaire à Ottawa le 12 octobre. Quelques centaines de manifestantEs ont réclamé du gouvernement fédéral qu'il priorise le logement social dans ce qui sera la toute première Stratégie canadienne sur le logement, dont la sortie est prévue le 22 novembre. Le FRAPRU demande également au gouvernement de reconnaître formellement le droit au logement.

Grande marche pour le salaire minimum

Le 15 octobre, malgré une météo maussade, quelques centaines de personnes ont marché – 5, 10 et même 15 km – dans les rues de Montréal, pour réclamer une augmentation du salaire minimum à 15 \$.

Un salaire minimum à 15 \$ l'heure améliorerait évidemment les conditions de vie des travailleurEs. Mais ça stimulerait aussi l'économie locale, en plus de garnir les coffres de l'État, qui récolterait davantage de taxes et d'impôts (voir *La Soupe au caillou* n° 415). Pourquoi le gouvernement boude-t-il une telle possibilité d'enrichissement collectif?

17 octobre

Plusieurs rassemblements ont eu lieu le 17 octobre pour honorer la dignité des personnes vivant dans la pauvreté et rappeler l'importance de la solidarité. C'était d'ailleurs le 30^e anniversaire de la Journée mondiale du refus de la misère, instituée par ATD Quart Monde, et le 25^e anniversaire de sa version reconnue officiellement par les Nations Unies, la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté.



À Bonaventure, le Collectif gaspésien pour un Québec sans pauvreté est allé rendre visite au député local pour lui faire connaître ses revendications. À Québec, plus de cent personnes ont marché dans le quartier Saint-Roch pour rappeler que « la pauvreté tue ». À Rouyn-Noranda, une cinquantaine de personnes ont tenu un rassemblement devant la dalle où sont écrites ces paroles du père Joseph Wresinski, fondateur d'ATD Quart Monde : « Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les droits de l'homme sont violés. S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré ».

Nuit des sans-abri

Vendredi dernier, c'était la 28^e édition de

la Nuit des sans-abri, un événement qui vise à sensibiliser la population aux réalités vécues par les personnes en situation d'itinérance ou à risque de l'être. Vigiles de solidarité, soupes populaires, prises de parole, témoignages et hommage aux disparuEs, expositions photo et spectacles de musique : ce sont là quelques-unes des activités ayant eu lieu dans l'une ou l'autre des 40 villes participantes.

Le thème de cette année, « On a tous un rôle à jouer, lequel? », rappelle que nous portons une responsabilité collective face à l'itinérance et que les éluEs ont le devoir de traduire cette responsabilité en engagements politiques et financiers concrets.

Une *Politique nationale de lutte à l'itinérance* a été adoptée en 2014. Elle prévoit des mesures en matière de logement, d'accès au revenu, de réinsertion sociale, de cohabitation, de santé et de services sociaux. Or, cette politique n'a jamais pu porter ses fruits, le plan d'austérité du gouvernement ayant plutôt imposé des coupes dans ces mêmes domaines. Des réinvestissements ont été annoncés dans le dernier budget du Québec, mais on est encore loin du compte.

résultats d'un sondage sur la perception de la population quant au rôle et à l'impact des organismes communautaires dans la société.

Le sondage révèle, entre autres, que 98 % des QuébécoisEs connaissent les organismes communautaires œuvrant dans les principaux secteurs d'intervention. Il révèle également que la population reconnaît que les organismes remplissent plusieurs rôles dans la société : lieu d'appartenance pour briser l'isolement (83 %), aide pour l'amélioration des conditions de vie et de pauvreté (82 %), aide pour défendre les droits (75 %) et lieu de participation citoyenne (71 %). Le sondage indique d'autre part que 84 % des QuébécoisEs sont favorables à ce que les organismes soient financés adéquatement.

À la fin septembre, une grande mobilisation du milieu communautaire a eu lieu à Québec. Environ 5000 personnes ont pris part à une manif-action pour réclamer au gouvernement un rehaussement majeur (475 millions\$ par année) du financement des 4000 organismes d'action communautaire autonome, l'indexation annuelle des subventions, le respect de l'autonomie des organismes



La Coalition appelle à une grande manifestation nationale samedi prochain (28 octobre), à Montréal. Cette manifestation, qui s'inscrit dans sa nouvelle campagne « Viser la justice sociale. Récupérer notre trésor collectif », vise à dénoncer le fait que malgré un surplus budgétaire de 4,5 milliards \$, le financement des services publics, des programmes sociaux et du milieu communautaire se trouve encore bien en deçà de ce qu'il devrait être. En fait, les sommes supplémentaires annoncées dans le dernier budget ne compensent même pas les coupes des dernières années.

Le gouvernement a pourtant les moyens de réinvestir massivement. En plus de ce surplus faramineux (réalisé à même l'affaiblissement du filet social, faut-il le rappeler!), il pourrait aller chercher plusieurs autres milliards \$ en appliquant des mesures fiscales plus équitables, comme celles proposées par la Coalition Main rouge.

Le 28 octobre, joignez-vous à la bande de Robin des bois de la Coalition Main rouge pour revendiquer un réinvestissement massif dans les services publics, les programmes sociaux et l'action communautaire autonome! Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2y2IfJ6>



Semaine nationale

Du 22 au 28 octobre, c'est la Semaine nationale de l'action communautaire autonome. Le thème de cette année est : « L'action communautaire autonome, c'est toi, c'est moi, c'est nous! »

Pour marquer le coup, le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA) a dévoilé dimanche les

et un réinvestissement dans les services publics et les programmes sociaux.

Coalition Main rouge

La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics a changé de nom le printemps passé. Elle s'appelle désormais la Coalition Main rouge.



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165, de Carillon, local 309, Québec, QC G1K 9E9

Téléphone : 418 525-0040 / Télécopieur : 418 525-0740 / Courriel : collectif@pauvrete.qc.ca

www.pauvrete.qc.ca